

Veille d'élection en Israël

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

La démocratie israélienne grouillante peut laisser perplexe l'observateur en raison du nombre de partis politiques et d'alliances qui se font et se défont en cours de mandat. Aussi la distribution des sièges (120) de la prochaine Knesset sera certainement différente, d'autant plus que chacun des 47 partis en lice doit pouvoir dépasser le seuil de 3,25% des votes.

Néanmoins, il est possible de dessiner cinq tendances :

La gauche qui a gouverné le pays jusqu'en 1977 (ainsi que les institutions pré-étatiques); la droite qui a gouverné les dernières décennies, le centre, les partis religieux et les partis arabes. La plupart des partis sont minoritaires et doivent contracter des alliances avec d'autres partis pour obtenir la majorité parlementaire. Cette réalité a fait que les partis religieux minoritaires ont eu un nombre de portefeuilles disproportionné, car la coalition gouvernementale a eu besoin d'eux. Il est à noter que depuis l'échec des accords d'Oslo en 2013 et la vague d'assassinats suicide qui a suivi, la gauche a beaucoup perdu de sa force électorale.

Les partis de droite

Le parti du **Likoud** (30) est le principal parti de droite et Benjamin Netanyahou (Bibi) gouverne le pays depuis 2005.

Israel Beytenu (6) est un parti des ressortissants de l'ancienne Union soviétique; ce parti a quitté la coalition gouvernementale, jugeant trop molle la réaction gouvernementale face aux lancers de missiles¹ sur le sol israélien à partir de Gaza.

Le parti **Zehut** (0) défend la promotion des libertés individuelles et de l'économie de marché ainsi que l'annexion de la Cisjordanie.

¹ Depuis le 30 mars 2018, 1233 roquettes, 18 tirs d'artillerie, 94 incidents impliquant des explosifs, 600 lancers de cocktails Molotov et 152 incendies criminels ont fait un mort et 126 blessés du côté israélien.

Le Foyer juif (8) est un parti religieux modéré, mais dont le chef Bennet s'est désolidarisé en cours de mandat en fondant le parti **Yamin Hadash** (3) lequel vise à regrouper modérés et laïcs. Il met en avant de jeunes politiciens et un grand nombre de candidates. Le foyer juif s'est associé à d'autres petits partis pour former **l'Union des partis de droite**.

Un nouveau parti **Résilience** (0) de centre droit a été créé par l'ancien chef d'État-major Benni Ganz et l'ancien chef des renseignements Amos Yadlin. Ce parti veut réformer la loi définissant le pays comme État-nation du peuple juif.

Les partis de gauche

Le parti de gauche de **l'Union sioniste** (24) rassemble la gauche modérée tandis que la gauche dure est représentée par le parti **Meretz** (5).

Les partis du centre

Le parti **Yesh Atid** (16) est un parti laïque qui veut limiter l'emprise des partis religieux et mettre fin à l'exemption du service militaire obligatoire pour les Hassidim. Le parti **Koulanou** (10) met l'accent sur les revendications sociales des classes populaires et des classes moyennes. Le parti **Gesher** (1) repose sur la personnalité d'Orith Levy Abekasis ancienne membre d'Israel Beytenou dont l'agenda se concentre sur les droits des femmes, les services à l'enfance et la pauvreté.

Les partis religieux

Les partis orthodoxes sont **Yahdouth Hathora** (6) et **Shass** (7), ce dernier parti faisant appel essentiellement aux Sépharades ultra-orthodoxes.

Les partis arabes

Pour la plupart communistes, les partis arabes (13) ont des positions divergentes. Leur liste commune a été scindée en deux partis : **Hadash-Ta'al** et **Ra'am-Balad**.

Les alliances de veille d'élection :

Benny Gantz (Résilience) et Lapid (Yesh Atid) se sont coalisés dans la formation **Bleu-blanc** en intégrant des personnalités ayant eu des responsabilités en matière de Défense : Moshé Ayalon et Gabi Ashkenazi.

Bibi Netanyahu (Likoud) a intégré dans son parti une personnalité de la droite dure ce qui a soulevé de sérieuses critiques en Israël et à l'étranger.

En arrière-plan, une accusation de corruption plane sur Bibi Netanyahou; ses sympathisants accusent des intérêts politiques partisans et la presse de gauche déchaînée de vouloir affaiblir le parti du Likoud. La presse a récemment dû faire face à la conception d'un journal populaire et gratuit *Hayom*, communément dénommé Bibiton, car il serait une chambre d'écho pour le Premier ministre. Bibi est accusé d'avoir cherché à atténuer les critiques du site Internet *Walla!* en échange d'un assouplissement réglementaire dont bénéficierait la compagnie de télécommunications Bezeq à qui ce site appartient et d'avoir accepté des cadeaux de champagne et de cigares. Par ailleurs, le chef de la coalition Bleu-blanc se serait fait subtiliser des renseignements personnels par le renseignement iranien.

Les sondages montrent que les partis Bleu-blanc et Likoud sont plus ou moins nez à nez. Le parti Bleu-blanc se veut ferme en matière de défense, mais modéré en diplomatie. Il n'en demeure pas moins que selon les résultats des sondages, la confiance en Bibi en tant que Premier ministre est bien plus grande.

Durant ces 10 dernières années, il n'y a pas eu de conflit majeur avec les pays voisins. Des contacts de plus en plus officiels ont été établis avec les pays arabes sunnites. Les États-Unis ont annulé l'accord nucléaire des 5 +1 avec l'Iran, pays qui a continué ses menaces d'extermination d'Israël après ledit accord. Le Premier ministre Netanyahou a développé des relations personnelles avec les grands leaders de la planète, y compris ceux de la Russie, de la Chine et de l'Inde. Le PNB per capita est du même ordre de grandeur que celui du Japon.

En ce qui concerne les relations avec les Palestiniens, le Hamas et le Fatah sont à couteaux tirés et l'enseignement de la haine orchestré par ces deux factions ne laisse pas entrevoir un accord de paix basé sur des concessions mutuelles à moyen terme.

Le public israélien décidera qui de Benni (parti du centre droit) ou Bibi (parti de droite) obtiendra la majorité relative des votes. Au lendemain des élections du 9 avril, le président de l'État consultera les partis et invitera un membre du parlement à former le prochain gouvernement. Alors commenceront les tractations pour obtenir une majorité gouvernementale de 61 sièges ou plus.

Tous les scénarios imaginables deviennent alors possibles.